



2026 - 22

## ARRETE MUNICIPAL

### Portant autorisation temporaire d'occuper le domaine public de Terres-de-Caux

Nous, Maire de Fauville-en-Caux, commune déléguée de Terres-de-Caux

**VU** le code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1 et suivants, L1311-1 à 1311-8 ; L2122-21 et L2213-6,

**VU** le code général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2121-1, L2122-1 et suivants, L2125-1 et suivants,

**VU** le Code de la voirie routière,

**VU** l'article 610-5 du code pénal,

**CONSIDERANT** la demande présentée par **Madame Delphine LE PIOLOT, Directrice de l'Ecole Saint Louis sise 51 place du Chanoine Dubois à Fauville-en-Caux 76640 TERRES-DE-CAUX**, sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public afin de **stationner une benne sur le parking**, du lundi 2 février au lundi 9 février 2026 inclus.

**CONSIDERANT** qu'il convient de règlementer les occupations du domaine public qui dérogent à son utilisation normale,

#### ARRETONS

**ARTICLE 1 :** Madame Delphine LE PIOLOT, Directrice de l'école Saint Louis est autorisée à stationner une benne sise **51 place du Chanoine Dubois à Fauville en Caux – 76640 TERRES-DE-CAUX**, dépendant du domaine public communal, **du lundi 2 février au lundi 9 février 2026** à titre gracieux. **Celle-ci sera positionnée sur les deux places à côté de la place handicapée située à l'entrée de l'Ecole Saint Louis.**

**ARTICLE 2 :** Le bénéficiaire s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'aux activités autorisées.

**ARTICLE 3 :** Le bénéficiaire s'engage à garantir la Commune de Terres-de-Caux contre tous recours, quels qu'ils soient, à la suite d'accidents ou dommages causés par les personnes ci-dessus visées au premier alinéa.

**ARTICLE 4 :** **Le stationnement sera interdit sur les deux places de stationnement se situant à côté de la place handicapée qui se trouve à l'entrée de l'Ecole Saint Louis.** Les véhicules en infraction seront susceptibles d'être enlevés pour une mise en fourrière, aux frais du propriétaire.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du maire de Terres-de-Caux. Un recours peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou du rejet du recours administratif par le maire, s'il a été formé dans le délai du recours contentieux.

**ARTICLE 6 :** Monsieur Le Maire, Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Terres-de-Caux, le Chef de la police municipale intercommunale, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Terres-de-Caux, le 26 janvier 2026.

**Bruno DELACROIX**

**Maire de Fauville-en-Caux**



*7, avec Fauville au cœur*

Auzouville-Auberbosc  
Bennetot  
Bermerville  
Fauville-en-Caux  
Ricarville  
St-Pierre-Lavis  
Ste-Marguerite-sur-Fauville